

Abonnements.

CANADA.
Un An.....\$1.00
Six Mois..... 0.60

ETATS-UNIS.
Un An..... 1.10
Frais de Poste compris.
(Payable d'avance.)

Les lettres d'argent devront être enregistrées.

Aime Dieu et va ton chemin.

LE JEUNE AGE.

Paraissant les 1er et 15 du Mois.

Administration.

Toute la correspondance devra être adressée à F. X. BOLEAU, Instituteur, et Editeur-Propriétaire, à Pointe-Gatineau, P. Q.

Les Annonces sont publiées à raison de 8 cents par ligne, pour la première insertion, et le quart du prix pour chaque insertion subséquente.



SAINT-FRANÇOIS DE SALES DE LA GATINEAU.

15 Janvier 1879.

Notes de l'Administration.

M. Alf. E. Evanturel, notre bienveillant collaborateur, a déjà profité de la date du 1er de l'an pour formuler, à l'adresse de nos abonnés une foule de bons souhaits. Nous, nous profiterons de la présente date pour remercier d'abord tous ceux qui nous ont payé leur souscription, et pour inviter ensuite les autres à faire de même le plus tôt possible. C'est un souhait que nous leur faisons. Nous commençons dès aujourd'hui à discontinuer l'envoi de notre journal à un grand nombre de nos amis, nonobstant la peine que nous en ressentons. Peu à peu et à chaque quinzaine nous continuerons ainsi à retrancher de notre liste les abonnés retardataires.

Pour des raisons indépendantes de notre volonté, que nous expliquerons prochainement à nos lecteurs, le *Jeune Age* ne leur est parvenu que plusieurs jours après le premier janvier; et ce premier retard explique suffisamment le retard actuel. En revanche nous allons tâcher d'être à l'avenir plus régulier que jamais. Que nos abonnés veuillent donc nous pardonner ces retards passés, qu'il est presque impossible d'éviter avec une jeune publication.

AUX INSTITUTEURS.—Nous nous permettrons de recommander le *Jeune Age* à la bienveillance de tous nos confrères, les Instituteurs, et nous les prions de lire l'annonce qui s'y rapporte.

Leur expérience les met à même de juger l'importance et l'utilité d'une telle publication.

Nous venons de recevoir d'un de nos amis, professeur à Montréal, un instructif et intéressant travail sur l'histoire du Canada, mais trop tard pour être publié dans le présent numéro. Mais nous serons heureux de l'avoir pour le prochain numéro.

F. X. B.

A l'Œuvre!

Verba volant, les paroles s'envolent. Voilà une pensée admirable; honneur à celui qui, le premier, l'a exprimée! J'aime beaucoup les gens qui parlent bien et me disent de fort belles choses; qui forment de grands projets et me donnent de magnifiques conseils; mais, je ne

vous cache point, j'aime encore mieux un homme qui construit, édifie, un homme enfin qui réalise quelque chose, un bien quelconque. On aura beau me prêcher là-dessus, je serai toujours porté à croire qu'on fait plus avec les mains qu'avec la langue, qu'on avance plus à marcher qu'à parler. Si vous voulez atteindre un but, amis lecteurs, ça ne vous est suffisant de le regarder en vous croisant les bras, car il ne se dérangera pas pour venir à vous. Il faudra, au contraire vous y diriger de suite, y tendre par de nobles et continuel efforts; et ainsi vous y serez déjà parvenu que les gentils discoureurs en seront encore à discuter l'importance de la chose, ou l'efficacité des moyens à prendre. Je ne suis pas tout-à-fait contre une certaine manière de discuter, ayant pour effet de mûrir un projet avant d'en venir à une détermination, mais, de grâce! que votre discussion ne ressemble pas aux fièvres intermittentes, et qu'enfin l'action, une action prompte et efficace s'ensuive. Autrement vous ne réaliserez rien, et c'est ici le cas de dire que les paroles s'envolent.

Pendant à peu près une dizaine d'années on a agité, dans la province de Québec, une question d'une haute importance, si l'on veut en croire les disaient d'alors. Les gouvernements, les chambres d'assemblées, la presse, les particuliers, tous s'en sont mêlés: il s'agissait d'asseoir, quelque part, une usine pour la fabrication du sucre de betterave. Après les grands discours qui ont été faits à ce sujet, après les longs et périodiques articles des journaux, je me trompe peut-être, mais il me semble qu'on n'est guère plus avancé qu'au premier jour; et l'intéressant légume, autour duquel on a fait tant de bruit n'est encore cultivé que pour la seule nourriture des vaches. On a parlé beaucoup, on n'a rien fait; et les paroles, s'étant envolées, ont sans doute emporté la manufacture sur leurs ailes, quel poids!—Néanmoins dans la province d'Ontario, rapportait-on ces jours derniers, ainsi que dans l'une des provinces maritimes, on vient de prendre des mesures si efficaces que dans peu on y fabriquera, non du sucre imaginaire, mais du vrai sucre de betteraves. Il n'est pas à ma connaissance que les Anglais du Haut-Canada ait discuté le sujet autant que nous, ou je me trompe encore et je ne le crois pas. Ils ont moins parlé, ont mis la main à l'œuvre, et les voilà plus avancés que nous. Il faut de l'argent pour payer les frais d'une construction, ils en prennent et font construire. Comme c'est simple! S'ils battaient sur des discours et payaient en paroles, en un rien de temps leurs constructions s'envoleraient comme a fait la manufacture Québécoise.

Autre exemple. Vers l'automne qui

a précédé le présent hiver, on projeta de fonder à Montréal, une vaste et puissante société de colonisation. On avait l'air de vouloir rendre la grande cité complètement déserte de tous ses désœuvrés, et vous auriez dit que les forêts allaient disparaître sous les coups redoublés de mille et un bras défricheurs: car on parla beaucoup encore cette fois. Mais on en vint à rien, ayant eu le malheur de trop compter sur les gouvernements et les corporations municipales, et pas assez sur l'initiative individuelle. Le projet était beau, noble et patriotique; nous l'avons bien choyé, ce qui n'a pas empêché qu'il ait eu le même sort que la fameuse manufacture de sucre: d'autres se sont chargés de la réaliser à leur profit, et ce sont encore nos concitoyens d'Ontario. Les journaux nous annoncent qu'il vient de s'y former une ou deux sociétés de colonisation, genre de celle que l'on avait projetée à Montréal. Ce que d'autres ont pu et peuvent accomplir, pourquoi ne le pourrions-nous pas?

Combien de familles, qui ayant naguère abandonné la campagne, le regrettent maintenant avec amertume, soupirent avec ardeur après le moment où elles pourront retourner sur des terres fertiles, à la peine de s'imposer la rude tâche de les défricher, et pourvu qu'elles en aient les moyens. C'était pour les leur procurer que naquit le beau mouvement de l'automne dernier. Va-t-il s'éteindre et demeurer stérile? Pour toutes les meilleures raisons du monde, qu'il soit permis d'espérer le contraire. Puisque l'amour de la patrie est encore vivace chez les Canadiens, sachons donc que l'entreprise dont il est ici question, serait une œuvre patriotique par excellence. Menée à bonne fin, non-seulement elle serait la meilleure charité possible à faire à de pauvres familles, leur procurant par-là les moyens d'acquiescer une honnête aisance et mettant leurs mœurs à l'abri de bien des dangers; non-seulement elle augmenterait la richesse du pays en le dotant de nouvelles paroisses qui renfermeraient quantité de terres productives; non-seulement elle diminuerait le nombre des pauvres, lourde charge déjà pour nos villes et menace prochaine pour la sûreté publique; mais le bien réalisé serait considérable, disons énorme, sous un autre point de vue. La jeunesse surtout y est intéressée, car c'est elle qui en bénéficierait le plus un jour.

En donnant aux pères de famille le moyen d'aller s'établir sur des terres on enlève, du même coup, une portion respectable de cette jeunesse à l'oisiveté, au vagabondage, à la misère, à la mendicité, causes terribles et continuelles d'abrutissement, de dégradation et de tant de crimes. Les fils des colons ou des cultivateurs commencent de bonne heure à travailler, jeunes encore, ils en contracteraient l'habitude pour toujours;